



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-126- DC

Date d'affichage : Le 5 août 2020	Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 67 Excusé(s) : 12 Dont représenté(s) : 11 Absent(s) : 2 Nombre de votants : 78	Présents : (67) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME. Dont suppléé(s) remplacé(s) : Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA Excusés : (12) Anatole MICHEAUD, Sandrine LION, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ Dont excusés ayant donné pouvoir : (11) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX. Absents : (2) Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY
Secrétaires de séance : <i>Madame Géraldine LE COZ, conseillère communautaire de la Ville de Saumur et Monsieur Jean-François MIGLIERINA, conseiller communautaire de la Commune de Villebernier</i>	

REMBOURSEMENT DE FRAIS DE DÉPLACEMENT LIÉS À L'EXERCICE DU MANDAT COMMUNAUTAIRE

Afin de faciliter l'exercice de leur mandat, en application de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les élus peuvent bénéficier du remboursement de frais exposés dans le cadre de leurs fonctions : au titre de l'exécution d'un mandat spécial, frais de déplacement et de séjour lors de la participation à des réunions des instances ou organismes au cours desquelles ils représentent leur collectivité ; frais d'accompagnement et d'aide technique pour les élus en situation de handicap ; frais de garde d'enfants ou de personnes dépendantes.

Les frais de déplacement et de séjour des élus municipaux dans l'exercice habituel du mandat

Lorsque les membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale engagent des frais de déplacement à l'occasion des réunions de ses conseils ou comités, du bureau, des commissions instituées par délibération dont ils sont membres, des comités consultatifs, de la commission consultative des services publics locaux et des organes délibérants ou des bureaux des organismes où ils représentent leur établissement, ces frais peuvent être remboursés lorsque la réunion a lieu dans une commune autre que celle qu'ils représentent, dans les conditions fixées par décret.

La dépense est à la charge de l'organisme qui organise la réunion.

Lorsque lesdits membres sont en situation de handicap, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés pour les situations mentionnées au premier alinéa, dans des conditions fixées par décret.

Les frais de garde d'enfants ou de personnes dépendantes

Les membres du conseil bénéficient d'un remboursement des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 2123-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Aussi,

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 modifiant l'intitulé de l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 s'agissant de la constitution de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et portant modification statutaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BI/2019-133 en date du 11 septembre 2019 constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI, fixé à 81, et leur répartition par commune membre ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2123-1, L2123-18-1, L2123-18-2, L.5211-13, R 2123-22-3, L5216-4 et D 5211-5 ;

Vu le Code des Impôts ;

Vu le procès-verbal d'installation du conseil communautaire, le procès-verbal d'élection du président et des vice-présidents en date du 16 juillet 2020, le procès-verbal d'élection des autres membres du Bureau en date du 23 juillet 2020 ;

Considérant qu'afin de faciliter l'exercice de leur mandat, les élus peuvent bénéficier du remboursement de frais exposés dans le cadre de leurs fonctions, s'agissant des frais de déplacement, des frais spécifiques liés à un handicap, des frais de garde et d'assistance,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- DE REMBOURSER, conformément aux barèmes fixés par décret, sur présentation des pièces justificatives :

1. les frais occasionnés par les déplacements des élus à l'occasion des réunions du conseil communautaire, du bureau, des commissions instituées par délibération dont ils sont membres, des comités consultatifs, de la commission consultative des services publics locaux et de toute réunion à l'initiative de la Communauté d'Agglomération ;

Lorsque l'élu est en situation de handicap, il peut également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'il a engagés pour pouvoir participer aux réunions ci-dessus indiquées.

La dépense est à la charge de l'organisme qui organise la réunion.

2. les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées, ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile, qu'ils ont engagés pour participer aux réunions organisées dans les cadre de leur mandat par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et lorsque la réunion a lieu dans une commune autre que celle qu'ils représentent;

- D'AUTORISER le Président de la communauté d'agglomération à signer tout acte relatif au remboursement des frais de déplacement des conseillers communautaires visés par la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 78 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	5- Institution et vie politique	5.6 exercice des mandats locaux	5.6.3 Mandats spéciaux et frais de déplacement des élus
-------------------	---------------------------------	---------------------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »